
PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) LE SECTEUR DE LA SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2002, ce secteur a connu une activité normative intense qui s'est traduite par la publication de textes législatifs et réglementaires portant sur ce qui suit:

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE:

Dans ce cadre, il convient de citer la publication des textes relatifs à:

- La création de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme et de ses délégations régionales ainsi que l'approbation de son règlement intérieur (JO N°5,63).

- La création, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence spatiale algérienne (JO N°5).

- Les droits des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale (JO N°25).

- La révision constitutionnelle (JO N°25).

- Les mesures de grâce à l'occasion de fêtes religieuses et nationales (JO N°36, 37, 54, 81).

- La convocation du corps électoral pour l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°15).

- L'institution d'une commission politique nationale de surveillance des élections législatives du 30 mai 2002 (JO N°26).

- La modification de l'ordonnance déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement (JO N°15, 28).

- La convocation du corps électoral pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- L'institution d'une commission politique nationale de surveillance des élections aux assemblées populaires communales et de wilayas du 10 octobre 2002 (JO N°58).

- Détermination de la date des élections locales du 10 octobre 2002 (JO N°60).

- La convocation du parlement en ses deux chambres réunies (JO N°22).

- La liste des fonctions supérieures de l'Etat au titre de la Présidence de la République (JO N°36).

- Le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat (JO N°69).

- L'institution d'indemnités au profit des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat et leur extension, à certains postes supérieurs (JO N°69).

- Les dispositions applicables aux disparus des inondations du 10 novembre 2001 (JO N°15, 28).

- La nomination des membres du Conseil d'administration du Commissariat à l'énergie atomique (JO N°76).

- L'indemnité de nuisance et forfaitaire au sein des services de la Présidence de la République (Secrétariat Général, Haut Commissariat chargé de la réhabilitation de l'amazighité et de la promotion de la langue amazighe.) (JO N°11,65).

- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Athir" (JO N°59).

- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Ahid" (JO N°59).

- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Djadir" (JO N°59, 65).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL:

- A ce titre, il convient de citer la désignation du Président du Conseil constitutionnel et la modification de sa composition nominative ainsi que les règles se rapportant à son organisation et au statut de certains de ses personnels (JO N°36, 37).

- L'avis relatif au projet de révision de la Constitution (JO N°22).

- La proclamation relative aux résultats de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (JO N°43).

- Décisions relatives au remplacement de députés à l'Assemblée populaire nationale (JO N°2, 49).

L'Avis relatif à la conformité de la loi organique portant statut de la magistrature à la Constitution (JO N°76).

En ce qui concerne la cour des comptes, il convient de citer le texte fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du secrétariat du conseil des magistrats de la Cour des comptes (JO N°9).

Par ailleurs, le Haut Conseil islamique a procédé au renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard de ses fonctionnaires (JO N°11).

AU TITRE DES SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT:

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur:

- L'organisation, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de développement de l'investissement -ANDI- ainsi que la création d'une commission des oeuvres sociales placée auprès d'elle (JO N°58, 68, 73).

- Les établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps communs aux institutions et administrations publiques (JO N°53).

- La nomenclature algérienne des activités et des produits (JO N°60).

- Les dépenses d'équipement de l'Etat (JO N°10).

- La nomination des membres de la commission de surveillance des opérations de privatisation (JO N°84).

- La création et la composition des commissions paritaires et des oeuvres sociales compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Chef du Gouvernement (JO N°7, 88).

- La commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Chef du Gouvernement et du délégué à la planification (JO N°8).

- La nomination des membres du conseil d'orientation de l'office national des statistiques (JO N°40).

- L'autorisation des membres du Gouvernement à déléguer leur signature (JO N°44).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication des textes suivants:

- Les conditions de port des médailles et décorations étrangères par les personnels relevant du ministère de la défense nationale (JO N°53).

- La composition, les attributions et le fonctionnement de la commission nationale des points hauts (JO N°5).

- La liste nominative des administrateurs des affaires maritimes, des inspecteurs de la navigation et du travail maritime et des agents garde-côtes (JO N°41).

- Les limites géographiques, les sièges et l'organigramme des circonscriptions, des stations principales et des stations maritimes (JO N°22).

- Les modalités de sanction des études à l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat "ENPEI" (JO N°52).

- La validation du programme de formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en médecine aéronautique organisée à l'école nationale de santé militaire (JO N°82).

- Le transfert de la qualité de centre hospitalo-universitaire à l'hôpital militaire de rééducation de Staouéli de la 1ère région militaire (JO N°88).

- La composition nominative des membres de la commission nationale des points hauts (JO N°66).

- Le détachement, le renouvellement et la fin du détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°6, 52, 74, 85).

- Le détachement, le renouvellement et la fin du détachement de présidents de tribunaux militaires (JO N°23, 41, 48, 62).

- La création du diplôme universitaire de premier cycle scientifique (DUPCS) sanctionnant le cycle d'études à l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat (JO N°32).

- Le programme de formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en médecine d'urgence, organisée à l'école nationale de santé militaire (JO N°82).

- La nomination de juges-asseesseurs près les juridictions militaires (JO N°2,83).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment:

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans les domaines des mines et de l'énergie, signé à Alger le 23 septembre 2000, et l'échange de lettres signé le 11 mars 2001 (JO N°10).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relatif au développement des relations commerciales et de l'investissement, signé à Washington D.C, le 13 juillet 2001 (JO N°10).

- La ratification de deux accords entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée dans le domaine culturel, et relatif à la coopération économique et technologique signés à Séoul, le 9 avril 1997 (JO N°10).

- La ratification du protocole financier entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française, signé à Paris, le 18 octobre 2001 (JO N°10).

- La ratification du protocole portant amendement à la convention unique de 1961 sur les stupéfiants, adopté à Genève le 25 mars 1972 (JO N°10).

- La ratification de l'accord relatif à l'établissement d'une zone de libre-échange entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Irak signé à Alger, le 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001 (JO N°18).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Pologne concernant le rééchelonnement et le remboursement de la dette de la République algérienne démocratique et populaire vis-à-vis de la Pologne, signé à Alger le 31 janvier 2000 et l'échange de notes des 5 août et 18 octobre 2001 (JO N°18).

- La ratification de l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signé à Alger, le 28 avril 1998 et l'échange de lettres des 17 octobre 2000 et 17 septembre 2001 (JO N°18).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif au lycée international d'Alger, signé à Alger, le 21 octobre 2001 (JO N°18).

- La ratification de la convention relative à la coopération juridique et judiciaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Cuba, signée à la Havane, le 30 août 1990 (JO N°18).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Alger le 25 octobre 1998 (JO N°25).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la République tchèque, sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Prague, le 22 septembre 2000 (JO N°25).

- La ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 10 septembre 1996 (JO N°9).

- La ratification, avec réserve, de la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2000 (JO N°9).

- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions, signée à Alger le 17 octobre 1999 (JO N°24).

- La création de l'organisation internationale de la vigne et du vin (O.I.V), fait à Paris le 3 avril 2001 (JO N°24).

- La ratification de l'avenant à la convention du 10 septembre 1985 d'assistance administrative mutuelle internationale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays, signé à Alger, le 10 Avril 2000 (JO N°44).

- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Sultanat d'Oman portant sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Alger, le 4 Moharram 1421 correspondant au 9 Avril 2000 (JO N°44).

- La ratification de la convention de coopération dans le domaine des wakfs et des affaires islamiques entre la République algérienne démocratique et populaire et la République d'Irak, signée à Alger, le 14 Joumada Ethania 1421 correspondant au 13 septembre 2000 (JO N°44).

- La ratification de l'accord-cadre de coopération industrielle entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signé à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 17 juin 2001 (JO N°45).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Indonésie sur la promotion et la protection des investissements, signé à Alger, le 21 mars 2000 (JO N°45).

- La ratification de la Convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis portant sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Alger le Aouel Safar 1422 correspondant au 24 avril 2001 (JO N°45).

- La ratification de la convention relative aux transports routiers des personnes, des marchandises et de transit entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signée à Alger, le 6 Rabie Ethani 1422 correspondant au 17 juin 2001 (JO N°77).

- La ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite dans le domaine de la jeunesse et des sports, signé à Ryadh, le 27 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 10 février 2002 (JO N°77).

- La ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et la République fédérale du Nigéria portant création d'une haute commission bilatérale de coopération, signé à Abuja, le 14 janvier 2002 (JO N°77).

- La ratification de la convention sur la marine marchande entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Chypre, signée à Nicosie, le 11 novembre 1997 (JO N°77).

- La ratification de l'accord cadre entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Turquie, sur la coopération dans le domaine de la santé signé à Alger, le 5 octobre 2000 (JO N°77).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Chine, relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements, signé à Pékin le 20 octobre 1996 (JO N°77).

- La ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Alger, le 15 décembre 1991 (JO N°82).

- La ratification de la convention internationale pour la protection des végétaux telle qu'approuvée par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à sa vingt-neuvième session de novembre 1997 (JO N°78).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud dans le domaine de la marine marchande, signé à Alger, le 28 avril 1998 et l'échange de lettres signées le 7 octobre 2000 et le 17 septembre 2001 (JO N°78).

- La ratification de l'accord de coopération bilatérale sur le transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signé à Alger le 28 avril 1998 et l'échange de lettres signées le 7 octobre 2000 et le 17 septembre 2001 (JO N°78).

Par ailleurs, le secteur de la souveraineté a examiné et publié les textes portant sur:

- Les attributions du ministre et l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères (JO N°79).

- Les attributions des ambassadeurs et des chefs de postes consulaires de la République algérienne démocratique et populaire (JO N°79).

- La création d'un institut diplomatique et des relations internationales (JO N°79).

- L'organisation d'un concours sur épreuves pour l'accès au corps des secrétaires diplomatiques et des attachés diplomatiques (JO N°26).

- L'organisation interne des centres culturels algériens à l'étranger (JO N°16)

- L'institution d'un auto-adhésif, support du visa d'entrée en Algérie (JO N°89).

MINISTERE DE LA JUSTICE:

Au cours de cette année, l'activité normative a été caractérisée par la publication des textes portant sur:

- Les attributions du ministre de la justice, garde des sceaux et l'organisation de l'administration centrale du ministère (JO N°80).

- Les modalités de fonctionnement de la profession des magistrats et la définition de leur traitements (JO N°69, 74).

- Les tarifs découlant de l'application des procédures judiciaires et les modalités de leur versement (JO N°37).

- La création d'un comité d'animation et de suivi de la réforme de la justice (JO N°80).

- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'école nationale du greffe (JO N°14).

- La désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales des wilayas et de la commission de supervision du vote des algériens résidant à l'étranger lors des élections législatives du 30 mai 2002 (JO N°19, 30, 31, 38).

- L'ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats pour 2002 (JO N°20).

- La désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales des wilayas, pour les élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas du 10 octobre 2002 (JO N°58, 66).

- Les modalités d'organisation de concours et examens professionnels pour l'accès aux corps des personnels des greffes de juridictions (JO N°74).

- L'acquisition de la nationalité algérienne (JO N°2, 18, 20, 48, 53, 58, 71, 84, 87,88).

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication des textes portant sur:

- Le dépôt de listes de candidatures pour l'élection de l'assemblée populaire nationale (JO N°15).

- Le formulaire de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection de l'assemblée populaire nationale (JO N°15).

- Les modalités d'établissement et de délivrance de la carte d'électeur, ainsi que son délai de validité (JO N°16).

- Les modalités de désignation des représentants des listes de candidats au niveau des centres et bureaux de vote et les modalités d'exercice du contrôle des opérations de vote (JO N°16).

- Les modalités de publicité des candidatures (JO N°16).

- Les conditions et modalités de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'assemblée populaire nationale (JO N°15).

- Le formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection de l'assemblée populaire nationale (JO N°15).

- Les modalités d'application de la loi organique relative au régime électoral (JO N°16).

- Les modalités d'application des dispositions déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du parlement (JO N°16).

- Le libellé et les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°33).

- Le formulaire de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Le dépôt des listes de candidatures pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Les modalités d'application des dispositions des articles de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral pour la fixation du nombre de sièges à pourvoir pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Les modalités d'application des dispositions des articles de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Le libellé et les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°60).

- Les caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature prévu pour les listes de candidats à l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°16).

- Les caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signature individuelle prévu pour les listes de candidats indépendants à l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°16).

- Les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser lors de l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°33).

- La date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- La date et le lieu de retrait du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Les caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Les caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures individuelles pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°47).

- Les caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°63).

- L'autorisation des walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°65).

- L'autorisation des walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°34).

- La date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°16).

- La date et le lieu de retrait du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection de l'Assemblée populaire nationale (JO N°16).

- L'autorisation des chefs de postes diplomatiques et consulaires à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (JO N°19).

- Les droits des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale (JO N°89).

- La définition de La liste, les conditions d'accès et de classification des postes supérieurs des services extérieurs de la direction générale des transmissions nationales (JO N°4).

- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°22).

- La création de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (JO N°72).

- Le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions des wilayas et des communes (JO N°7).

- La liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2002 (JO N°20).

- Le renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels appartenant aux corps de l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°32).

- Les caractéristiques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1423 correspondant à 2002/2003 (JO N°59).

- Les caractéristiques techniques du passeport national (JO N°75).

- Le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas et des communes (JO N°7).

- Les programmes des examens et tests professionnels pour l'accès aux grades spécifiques de la direction générale de la protection civile (JO N°75).

- La déclaration de zones sinistrées (JO N°14).

- La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation des concours sur épreuves des examens et tests professionnels pour l'accès aux différents corps des fonctionnaires du secteur des communes (JO N°71).

b) LE SECTEUR DES FINANCES

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique suivie dans ce domaine, et notamment:

- L'application de la redevance perçue au profit du Fonds spécial d'urgences médicales (JO N°2).

- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-103 intitulé "fonds de régulation des recettes" (JO N°11).

- La création, l'organisation et le fonctionnement d'une cellule de traitement de l'information financière (JO N°23).

- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-108 intitulé "compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à la relance" (JO N°33).

- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-106 intitulé "compte de partenariat" (JO N°37).

- La détermination du montant des droits de concession d'exploitation des services de transport maritime (JO N°38).

- La définition des produits pharmaceutiques à usage vétérinaire soumis au taux réduit de 7% de la taxe sur la valeur ajoutée (JO N°43).

- La fixation des modalités d'application de la redevance perçue au profit du Fonds spécial pour les urgences et les activités de soins (JO N°51).

- La fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-096 intitulé "Fonds pour les urgences et les activités de soins médicaux" (JO N°51).

- La fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-109 intitulé "Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe F.L.D.D.P.S" (JO N°51).

- La détermination des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoo-sanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP" (JO N°57).

- L'organisation de l'administration centrale du ministère des finances (JO N°61).

- L'établissement et la codification des opérations d'assurance (JO N°61).

- La fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-107 intitulé "Fonds d'appui aux investissements" (JO N°62).

- La fixation des modalités relatives à l'exonération des droits et taxes des livres et ouvrages importés et destinés à être vendus dans le cadre de l'organisation de la foire internationale du livre (JO N°62).

- L'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale (JO N°64).

- La détermination des modalités de la suspension de paiement du droit additionnel provisoire sur l'importation de produits agricoles de large consommation (JO N°70).

- La détermination des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-110 intitulé "Fonds d'aide à l'accession à la propriété dans le cadre du dispositif location-vente" (JO N°70).

- La création et les statuts du fonds de garantie des crédits à la petite et moyenne entreprise (JO N°74).

- Le cadre légal relatif aux indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion de missions temporaires à l'étranger (JO N°87).

- La fixation des prix des produits pétroliers et la marge de raffinage du pétrole brut (JO N°87).

- La composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du domaine national (JO N°7).

- La composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du domaine national (JO N°7).

- La détermination des dispositions relatives à l'émission de bons du trésor au profit de la BADR (JO N°14).

- Les taux minimums devant être fixés pour l'ensemble des placements effectués par les compagnies d'assurances et/ou de réassurances (JO N°9).

- L'organisation, les attributions et la consistance territoriale des inspections de la garantie (JO N°30).

- L'implantation et le ressort territorial des directions régionales du cadastre ainsi que le classement des directions du cadastre de wilaya (JO N°42).

- La détermination des modalités d'application de l'article 22 du code des douanes relatif à l'importation des marchandises contrefaites (JO N°56).

- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale des impôts (JO N°63).

- La création et composition de la commission de recours de la direction générale des impôts (JO N°63).

- La création et la composition de la commission des oeuvres sociales de la direction générale des impôts (JO N°63).

- Les dispositions relatives au plan comptable des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (JO N°70).

- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la comptabilité (JO N°73).

- La création des commissions des œuvres sociales et de recours auprès de la direction générale de la comptabilité (JO N°73).

- La composition de la commission de recours auprès de la direction générale de la comptabilité (JO N°73).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-073 intitulé "Dépenses au titre des engagements intérieurs et extérieurs de l'Etat" (JO N°79).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-074 intitulé "Dépenses de promotion de l'épargne" (JO N°79).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-076 intitulé "Compte de liquidation des entreprises publiques" (JO N°79).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-083 intitulé "Ressources provenant des privatisations" (JO N°79).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale N°302-104 intitulé "Compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs" (JO N°79).

- Le classement des postes supérieurs de l'agence nationale du cadastre (JO N°66, 73).

- La désignation de l'institution financière spécialisée chargée de la mise en oeuvre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture (JO N°10).

- L'organisation interne de l'agence nationale du cadastre (JO N°37).

- L'agrément de commissionnaires en douanes (JO N°22, 23, 24, 25, 41, 42).
- L'agrément de Banques (JO N°9, 69).
- L'agrément d'une société de crédit-bail (JO N°72).
- L'approbation de l'accord de prêt N°7069-AL entre la RADP et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet de développement de l'infrastructure du système financier (JO N°20).
- L'approbation de l'accord de prêt signé le 5 Moharram 1423 correspondant au 19 mars 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, pour le financement du projet de l'habitat social (2) (JO N°28).
- L'approbation de l'accord de prêt N°7073-AL, signé le 12 février 2002 à Washington, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet d'assistance technique au secteur des transports (JO N°36).
- L'approbation de l'accord de prêt N°581-DZ, signé le 18 février 2002 à Rome, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds international de développement agricole pour le financement du projet pilote de développement agricole dans le bassin versant de l'Oued Saf Saf (JO N°40).

- L'approbation de l'accord de prêt signé le Aouel Safar 1423 correspondant au 14 avril 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds arabe de développement économique et social pour participer au financement du projet de transfert des eaux de Béni Haroun (conduite de transfert vers le barrage Athmania) (JO N°40).

- L'approbation de l'accord de prêt signé le 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds arabe de développement économique et social pour participer au financement du projet de l'autoroute - Bordj Bou Arréridj -Khemis Miliana (Tronçon El Affroun - El Hoceinia) (JO N°40).

- L'approbation de l'accord de prêt, signé le 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds saoudien de développement pour participer au financement du projet d'aménagement et d'extension du périmètre irrigué de la Mina (JO N°42).

- L'approbation de l'accord de prêt signé le 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds Koweïtien de développement économique arabe pour participer au financement du projet de transfert des eaux de Béni Haroun (conduite de transfert vers le barrage Athmania (JO N°42).

- La réglementation des marchés publics (JO N°52).

- La nomination des membres de la commission bancaire de la Banque d'Algérie (JO N°76).

- L'approbation de l'accord de prêt signé le 23 octobre 2002 à Ouagadougou (Burkina Faso), entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque islamique de développement pour le financement du projet de réaménagement de la palmeraie de la vallée de l'Oued Rhigh (JO N°84).

- L'approbation de l'accord de prêt N°7131-AL, signé le 29 octobre 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet d'assistance technique pour le développement du crédit hypothécaire (JO N°84).

- L'approbation de l'accord de prêt N°7139 AL, signé le 29 octobre 2002 à Alger, entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet de réduction de la vulnérabilité des zones urbaines de la wilaya d'Alger aux catastrophes naturelles (JO N°84).

- La loi de finances pour 2003 (JO N°86).

- La répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2002, aux différentes institutions et ministères, ainsi que les modalités d'application de cette loi (JO N°3, 27).

- Le transfert de crédits, au budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°8, 24, 36, 37, 40, 42, 48, 53, 55, 58, 59, 61, 65, 71, 75, 76, 81, 84, 87).

- Le virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°33, 39, 41, 43, 49, 57, 61, 64, 65, 66, 68, 70, 71, 72, 76, 80, 83, 85, 89).

- La création d'un chapitre et le transfert de crédits au budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°16, 61, 64).

- La création d'un chapitre et le transfert de crédits au budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°36, 40, 58, 59, 62, 71, 75, 76).

- La modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2002 (JO 27, 41, 49, 57, 61, 66, 70, 76, 80, 85, 89).

- La loi de finances complémentaire pour 2002 et l'approbation de l'ordonnance n°02-02 du 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire (JO N°15, 28).

- La modification du tarif douanier institué par l'ordonnance n°01-02 du Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001 (JO N°15).

- L'approbation de l'ordonnance N°02-02 du 13 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 25 février 2002 modifiant et complétant le tarif douanier (JO N°28).

- Les conditions de constitution de dossier de demande d'autorisation d'investissement et/ou d'installation de bureau de

représentation à l'étranger des opérateurs économiques de droit algérien (JO N°30).

- L'émission et mise en circulation d'une pièce de monnaie métallique de cent (100) dinars algériens (JO N°72).

- Le contrôle interne des banques et des établissements financiers (JO N°84).

- Les avis sur la situation mensuelle :

- De janvier 2001 à décembre 2001 (JO N°4, 5, 8, 10, 24, 27, 56).

- De janvier 2002 au 31 octobre 2002 (JO N°56, 60, 62, 71, 76, 84).

- Le report du délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2002 (JO N°28).

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES:

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- La promulgation de la loi relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisations (JO N°8).

- L'approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Bordj Omar Driss Nord" (Bloc: 221 b) conclu à Alger le 23 décembre 2001 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Medex Pétroleum (Nord Africa) Limited" (JO N°18).

- L'approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Zemlet En Naga" (Bloc : 403 C/E) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "ANADARKO Algérie Bloc 403 C/E Company" et "MAERSK OLIE ALGERIET A/S" (JO N°77).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Tougourt" (Blocs : 433 A et 416 B) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et "la compagnie d'investissement et de développement de Petrovietnam (PIDC)" (JO N°77).

- L'approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Erg Issaouane" (Blocs: 226 et 229 B) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Medex Petroleum North Africa LTD" (JO N°77).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Touat" (Blocs: 352 A et 353) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "Gaz de France Exploration Algeria B.V" (JO N°77).

- Le statut de la Société algérienne de l'électricité et du gaz dénommée "SONELGAZ.spa" (JO N°39).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Timimoun" (Blocs : 325 A et 329) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société

nationale "SONATRACH" et les sociétés "TOTALFINA ELF E et P Algérie" et "Compania Espanola de Petroleos S.A (CEPSA)" (JO N°77).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Reggane Nord" (Blocs : 351 C et 352 C) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et les Sociétés "REPSOL Exploration Argelia, S.A.", "RWE-DEA AG" et "Edison International" (JO N°77).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Bourarhet Nord" (Bloc : 242) conclu à Alger le 10 juillet 2002 entre la société nationale "SONATRACH" et la Société "Medex Petroleum North Africa L.T.D." (JO N°77).

- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis d'exploitation du gisement d'hydrocarbures de "Hassi-Berkine-Sud" (JO N°5).

- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Bourarhet" (JO N°5).

- La définition des modalités et procédures d'attribution des titres miniers (JO N°11).

- La définition des modalités d'adjudication des titres miniers (JO N°11).

- Le renouvellement du permis de recherche d'hydrocarbures attribué à la société nationale SONATRACH sur le périmètre dénommé "Zerafa" (JO N°17).

- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis de recherche d'hydrocarbures (JO N°11, 13, 17, 29, 35, 39, 44, 50, 54, 55, 67, 82, 83, 85).

- L'attribution à la société nationale SONATRACH d'un permis d'exploitation (JO N°39, 50, 54, 82).

- La fixation des tarifs de l'électricité et du gaz (JO N°89).

- Cahier des charges relatif aux conditions de fourniture de l'électricité et du gaz par canalisations (JO N°39).

- L'approbation de la construction d'un ouvrage électrique (JO N°5, 9, 14, 19, 26, 64, 75,87).

- Les modalités et les conditions d'interchangeabilité des bouteilles de gaz butane entre opérateurs exerçant l'activité d'emplissage des gaz de pétrole liquéfiés (JO N°42).

- L'attribution d'une autorisation de prospection (JO N°22, 60, 67).

- L'approbation de la construction de deux ouvrages gaziers (JO N°42).

- L'approbation de l'inventaire du patrimoine de l'institut algérien du pétrole, du gaz, de la chimie, de la pétrochimie, des matières

plastiques et des moteurs (IAP), transféré à la société nationale SONATRACH (JO N°72).

- Les modalités et les conditions d'agrément et d'inscription des experts en études géologiques et minières (JO N°88).

- L'activité minière de ramassage, de collecte et/ou de récolte (JO N°88).

- Les modalités d'application des dispositions relatives aux autorisations d'exploitation des carrières et sablières (JO N°88).

- La répartition des revenus de la redevance d'extraction et de la taxe superficielle, entre le Fonds du patrimoine public minier et le Fonds commun des collectivités locales, au profit des communes (JO N°88).

- La fixation des critères des réductions applicables à la redevance d'extraction (JO N°88).

- La fixation de la forme de tenue du registre des substances minérales et fossiles exploitées en mer (JO N°88).

MINISTERE DU COMMERCE:

Le secteur du commerce a connu une activité intense caractérisée par la publication des textes portant sur:

- Les conditions d'ouverture et d'agrément des laboratoires d'analyses de la qualité (JO N°11).

- La nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce (JO N°28).

- Les tarifs plafonds du transport de voyageurs par taxi automobile (JO N°85).

- Les attributions du ministre du commerce et l'organisation de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°85).

- La liste nominative des membres du Conseil d'administration du centre national du registre du commerce (JO N°4).

- La liste nominative des membres de la commission interministérielle chargée de l'harmonisation des textes relatifs aux professions et activités réglementées soumises à inscription au registre du commerce (JO N°42).

- La liste des activités, travaux et prestations effectués par le PROMEX (JO N°56).

- L'abrogation de l'arrêté interministériel portant institution d'un certificat d'exportateur pour certains produits (JO N°1).

- La liste des additifs autorisés dans les denrées alimentaires (JO N°31).

- Les critères de répartition du produit de la taxe parafiscale revenant aux chambres de commerce et d'industrie (JO N°35).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du fonds spécial pour la promotion des exportations (JO N°50).

- Les formations diplômantes dispensées par les chambres de commerce et d'industrie et la chambre algérienne de commerce et d'industrie (JO N°71).

MINISTERE DE LA PARTICIPATION ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT:

S'agissant de ce secteur, il convient de signaler la publication des textes portant sur:

- L'approbation d'une convention d'investissement entre l'Agence de promotion, de soutien et de suivi des investissements (APSI) et la société LNM HOLDING N.V. (JO N°22).
- La nomenclature des recettes et des dépenses du fonds spécial n°302-106 intitulé «fonds de partenariat» (JO N°70).
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la participation et de la coordination des réformes ainsi que la création, l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère (JO N°11).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE:

Il convient de signaler les textes portant sur :

- La nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds de promotion de la compétitivité industrielle (JO N°7).
- Le règlement du concours pour l'attribution du prix algérien de la qualité (JO N°31).
- L'homologation de deux (2) normes algériennes (JO N°31).
- L'institution du prix algérien de la qualité (JO N°2).

- La transformation de l'institut national de la productivité et du développement industriel en établissement public à caractère industriel et commercial (JO N°13).

**MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
ET DE L'ARTISANAT:**

Ce secteur a connu une activité normative qui s'est concrétisée par le renouvellement et la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la petite et moyenne entreprise et de la petite et moyenne industrie (JO N°1, 5, 31, 48).

c) LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants:

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS:

Il convient de signaler pour ce secteur les textes portant sur:

- Le déclassement de certains tronçons de voies de communication précédemment classés dans la catégorie "routes nationales" (JO N°37).

- Le classement de certaines voies de communication dans la catégorie des routes nationales (JO N°38).

- Le barème de location du matériel applicable aux parcs à matériels des directions des travaux publics (JO N°51).

- Le classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya (JO N°6, 14, 51).

- Le classement dans la catégorie des chemins de wilaya de certains chemins communaux dans deux wilayas (JO N°51).

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO N°77).

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU:

Les textes législatifs et réglementaires suivants ont été pris en vue de relancer ce secteur vital:

- La transformation du centre national de perfectionnement de l'hydraulique en institut national de perfectionnement de l'équipement (JO N°23).

- Les règles d'organisation et de fonctionnement des directions de l'hydraulique de wilaya (JO N°38).

- La dissolution de l'établissement de production, de gestion et de distribution d'eau dans de nombreuses wilayas (JO N°72).

- L'organisation de l'administration de l'Agence nationale des barrages (ANB) (JO N°46).

- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation du barrage de Kramis situé sur une partie du territoire des

communes de Nekmaria (wilaya de Mostaganem) et de Medyouna (wilaya de Relizane) (N°18).

- La déclaration d'utilité publique de l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet d'alimentation en eau potable du couloir Mostaganem - Arzew - Oran (JO N°52).

- Le nombre de postes supérieurs au niveau de l'administration centrale du ministère des ressources en eau (JO N°75).

- L'approbation de l'organisation interne des établissements publics "l'Algérienne des eaux" et "l'Office national de l'assainissement" (JO N°4, 30).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL:

Ce secteur a été renforcé d'un dispositif normatif important portant notamment sur:

- La création et organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences de l'institut technique des élevages (JO N°17).

- La délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur des wilayas (JO N°30).

- La composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au sein du ministère de l'agriculture (JO N°24).

- La liste des espèces végétales soumises à une autorisation technique préalable d'importation et les prescriptions phytosanitaires spécifiques (JO N°62).

- La liste des variétés de pommes de terre, des céréales, de vigne et des espèces arboricoles autorisées à la production et à la commercialisation (JO N°89).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-109 intitulé "Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe" (JO N°67).

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de l'agriculture (JO N°31).

- Le placement en position d'activité auprès de l'institut national de la protection des végétaux de certains corps spécifiques à l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°41).

- Le réaménagement des statuts de l'Office national de développement des élevages équins et changement de sa dénomination (JO N°33).

- La liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables (JO N°64).

- Le déclassement de parcelles de la forêt domaniale de nombreuses wilayas, du régime forestier national (JO N°74).

MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES
HALIEUTIQUES:

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de textes juridiques portant sur:

- L'organisation, le fonctionnement et les missions de la chambre nationale de pêche et d'aquaculture (JO N°64).

- Les conditions et les modalités d'intervention des navires de pêche dans les eaux sous juridiction nationale (JO N°80).

- La liste des postes supérieurs des directions de la pêche et des ressources halieutiques de wilayas, les conditions de nomination à ces postes et leur classification (JO N°22).

- La création et la composition de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°44, 65).

- La création de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°60).

- La délégation de pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs de la pêche et des ressources halieutiques de wilaya (JO N°44).

- L'organisation et fonctionnement des directions de la pêche et des ressources halieutiques de wilayas (JO N°19).

- Le placement en position d'activité auprès des établissements de formation relevant du ministère de la pêche et des ressources halieutiques de certains corps spécifiques appartenant au ministère de la formation professionnelle (JO N°44).

- La création d'un bulletin officiel du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°71).

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT:

Ce secteur a notamment vu la promulgation de deux lois, relative à la protection et à la valorisation du littoral et relative aux conditions de création des villes nouvelles et de leur aménagement. (JO N°10, N°34)

Par ailleurs, le secteur a connu les activités normatives suivantes:

- La création de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (JO N°22).

- La création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale des déchets (JO N°37).

- La création du centre national des technologies de production plus propre (JO N°56).

- La création du conservatoire national des formations à l'environnement (JO N°56).

- La création, l'organisation et le fonctionnement d'un centre de développement des ressources biologiques (JO N°74).

- Les déchets d'emballages (JO N°74).

- La composition et les modalités de fonctionnement du comité Tel Bahr de wilaya (JO N°17).

- La création et la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et des services déconcentrés (inspections de l'environnement des wilayas), (JO N°33).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-081 intitulé "Fonds national de l'aménagement du territoire" (JO N°81).

d) LE SECTEUR DES SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires détaillés ci-dessous:

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION:

Les principaux textes publiés par ce secteur portent sur:

- La création d' "Algérie Poste" (JO N°4).
- La création de l'agence nationale des fréquences (JO N°17).
- La composition et le fonctionnement de la commission nationale chargée de la répartition des personnels et des biens de l'administration des postes et télécommunications (JO N°2).
- Le montant de la redevance annuelle applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations des prestations de la poste. (JO N°4).

- Les règles applicables par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications pour la tarification des services fournis au public (JO N°28).

- Les modalités de désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation relative à la poste et aux télécommunications (JO N°28).

- Les conditions d'interconnexion des réseaux et services de télécommunications (JO N°35).

- L'approbation, à titre de régularisation, de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaires de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public (JO N°38).

- L'approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaires de norme GSM et de fourniture de services de télécommunications au public (JO N°70 Rectificatif).

- La définition des servitudes relatives à l'installation et/ou l'exploitation d'équipements de télécommunications (JO N°73).

- La désignation des membres du Conseil d'administration d'"Algérie poste" (JO N°65).

- La date d'ouverture à la concurrence de l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications et la fourniture de services téléphoniques en milieu rural, inter-urbains et internationaux (JO N°76).

MINISTERE DU TOURISME:

Dans ce cadre, il convient de citer les textes portant sur:

- La création du Conseil national du tourisme et fixant ses attributions, son organisation et son fonctionnement (JO N°89).
- Le statut-type de la coopérative d'artisanat et des métiers (JO N°22).
- La dissolution de l'établissement national des études touristiques et transfert de ses biens, droits, moyens, obligations et personnels à l'agence nationale de développement du tourisme (JO N°73).
- La création de l'institut national des techniques hôtelières et touristiques (JO N°85).
- La liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO N°1).
- Le programme de la formation spécialisée pour l'accès au grade d'inspecteur principal du tourisme (JO N°12).
- L'organisation d'un cycle de formation spécialisée pour l'accès au grade d'inspecteur principal du tourisme (JO N°12).
- L'organisation en bureaux de la direction du tourisme et de l'artisanat de wilaya (JO N°21).

- L'organisation interne de l'Office national du tourisme (JO N°78).

MINISTERE DES TRANSPORTS:

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de différents textes portant notamment sur:

- Le règlement général d'exploitation et de sécurité des ports (JO N°1).
- Les règles relatives au maintien d'effectif minimum de sécurité à bord des navires de commerce de plus de 500 TX (JO N°1).
- Les conditions et les modalités de réalisation et d'exploitation des aérodromes et hélistations destinés à l'usage privé (JO N°2).
- L'approbation de la convention de concession d'exploitation des services de transport aérien consentie à la compagnie aérienne Khalifa Airways, Antinéa Airlines, Eco-Air-International et du cahier des charges l'accompagnant (JO N°4).
- Les servitudes aéronautiques (JO N°17).
- La durée de travail au titre du régime spécifique des relations de travail du personnel navigant professionnel de l'aviation civile. (JO N°17)
- La création du comité national et des comités locaux de facilitation maritime (JO N°23).
- Les règles d'inspection des navires (JO N°33).

- La liste des services d'assistance en escale et la définition des conditions de leur exercice (JO N°34).
- Les titres, brevets et certificats de la navigation maritime et les conditions de leur délivrance (JO N°29).
- La création du Conseil national de métrologie (JO N°44).
- Les conditions et les modalités d'exploitation des services de transport maritime (JO N°56).
- Les dispositions et contenu des pharmacies de bord des navires battant pavillon national (JO N°6).
- La dénomination de l'aéroport de Sétif (JO N°18, 26).

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME:

Il convient de citer les textes portant sur:

- La désignation des membres de la commission d'agrément des administrateurs des biens immobiliers (JO N°47).
- L'approbation de la nomenclature des activités et spécialités d'ingénierie du secteur du bâtiment soumises à agrément (JO N°54).
- La liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de l'habitat (JO N°78).

- La fixation des conditions dans lesquelles les personnes privées peuvent conclure des contrats ou marchés d'études avec les services du ministère des travaux publics et de la construction (JO N°37).
- La désignation des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°20).
- Les fonctions et les emplois ouvrant droit à la concession de logements répondant à une nécessité absolue de service ou à une utilité pour le service ainsi que les conditions de leur cessibilité. (JO N°20).
- La définition des règles d'intervention de la caisse nationale du logement en matière de soutien financier des ménages (JO N°32).
- Le nombre de directions de wilayas relevant du ministère de l'habitat et l'organisation interne des services les composant. (JO N°53).

e) LE SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, détaillés ci-après:

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE:

Ce secteur a vu l'attribution de privilèges aux fonctionnaires du secteur par la signature de textes portant sur:

- L'institution d'une indemnité de documentation pédagogique au profit des fonctionnaires enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'enseignement spécialisé relevant des

secteurs chargés de la formation professionnelle, de la jeunesse et des sports, des affaires sociales et de la santé (JO N°69).

- La revalorisation du taux de l'indemnité de l'amélioration des performances pédagogiques instituée par le décret exécutif N°91-122 du 4 mai 1991 (JO N°69).

- La revalorisation du taux de l'indemnité de l'amélioration des performances de gestion instituée par le décret exécutif N°91-251 du 27 juillet 1991 au profit des personnels d'intendance relevant des autres ministères (JO N°69).

- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des services de l'éducation au niveau de la wilaya (JO N°13).

- La création et la suppression d'écoles fondamentales (JO N°13, 68).

- La création et suppression d'établissements d'enseignement secondaire et de formation (JO N°13, 68).

- L'intégration des agents contractuels et vacataires en activité dans les établissements de l'enseignement fondamental et secondaire (JO N°25, 51).

- Le statut-type de l'école normale supérieure, modifié et complété (JO N°68).

- La création du diplôme de maître de l'enseignement fondamental, du diplôme de professeur de l'enseignement fondamental et du diplôme de professeur de l'enseignement secondaire (JO N°68).

- L'organisation de l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire et de technicien (JO N°12).

- Les modalités et les conditions de dispense d'une épreuve de langue à l'examen du brevet de l'enseignement fondamental et à l'examen du baccalauréat pour les élèves, enfants de ressortissants étrangers et/ou algériens, ayant suivi leur scolarité à l'étranger (JO N°20).

- Les programmes de formation spécialisée pour l'accès à certains corps spécifiques au secteur de l'éducation nationale (JO N°46).

- La création des centres régionaux d'enseignement et de formation à distance (JO N°46).

- L'organisation des services et des bureaux des directions de l'éducation au niveau des wilayas et de l'inspection académique de la wilaya d'Alger (JO N°50).

- L'organisation interne de l'office national d'enseignement et de formation à distance (JO N°35).

- Les avantages particuliers attribués à des personnels qualifiés de l'Etat exerçant dans des établissements classés, situés dans certaines communes (JO N°55).

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE:

Les nombreuses mesures prises par ce secteur ont porté sur:

- La modification du statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs (JO N°69).

- L'institution d'un régime indemnitaire au profit des personnels enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs (JO N°69).

- Le classement des postes de travail de chercheurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°69).

- L'institution de l'indemnité d'expérience (JO N°69).

- La prime de rendement allouée au profit des personnels enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs et des spécialistes hospitalo-universitaires (JO N°69).

- L'institution d'une indemnité de documentation au profit des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs, des spécialistes hospitalo-universitaires et des personnels chercheurs (JO N°69).

- L'approbation de la création de l'université de Boumerdès (JO N°22).

- La création des commissions consultatives hospitalo-universitaires et la fixation de leurs attributions, leur organisation et leur fonctionnement (JO N°22).

- La dissolution des instituts de formation en cours d'emploi de certaines wilayas et transfert de leurs biens, droits et obligations vers les universités, centres universitaires et l'office national des oeuvres

universitaires relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°68).

- Les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de l'établissement public à caractère scientifique et technologique (JO N°68).

- La nomenclature des dépenses consacrées à la recherche scientifique et au développement technologique soumises au contrôle financier a posteriori (JO N°46).

- La composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au niveau du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°46).

- Le montant de l'allocation convertible relative à la formation et au perfectionnement de durée inférieure ou égale à six mois effectués à l'étranger (JO N°68).

- L'extension de l'organisation administrative de certaines universités (JO N°66).

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE:

Il convient de citer les principales activités normatives portant sur:

- La désignation des membres de la commission nationale du patrimoine culturel (JO N°1).

- L'organisation interne de l'établissement public de radiodiffusion sonore (JO N°6).

- La désignation des membres du Conseil d'administration de l'Office national de la culture et de l'information (JO N°8, 62, 75).

- La désignation des membres du conseil d'orientation du palais de la culture et des membres du conseil d'administration de la maison de la presse (JO N°74, 80).

- L'organisation interne du centre international de presse (JO N°87).

- La création du centre international de presse ainsi que les modalités de son organisation et de son fonctionnement (JO N°23).

- L'organisation interne des maisons de la culture (JO N°6).

- La création de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels (JO N°24).

- Le classement des postes supérieurs des centres culturels algériens à l'étranger (JO N°76).

- La classification des postes supérieurs des entreprises publiques sous tutelle de l'ex- ministère de la culture et du tourisme (JO N°85).

MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT

PROFESSIONNELS:

Il convient de citer les textes portant sur:

- Le cahier des charges relatif à la création et l'ouverture d'un établissement privé de formation professionnelle (JO N°67).

- Le placement en position d'activité auprès des établissements publics à caractère administratif relevant du ministère de la formation professionnelle de certains corps spécifiques au ministère de la santé et de la population (JO N°19).

- La création d'annexes de l'établissement national des équipements techniques et pédagogiques de la formation professionnelle "ENEFP" (JO N°57).

- La création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA), d'un institut national spécialisé de formation professionnelle et érigeant les centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (JO N°85).

- L'institution d'une indemnité de sujétion spéciale au profit des agents techniques d'application de la formation professionnelle relevant du ministère de la formation professionnelle (JO N°22).

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS:

Au cours de cette année, la loi sur les biens wakfs a été promulguée (JO N°83) ainsi que le statut particulier des travailleurs du secteur des affaires religieuses (JO N°17).

Par ailleurs les textes relatifs à ce qui suit, ont été publiés:

- Le régime des études dans les instituts islamiques de formation des cadres du culte (JO N°28).

- La création et les statuts des instituts islamiques de formation des cadres du culte (JO N°60).
- Le transfert du siège de l'institut islamique de formation des cadres du culte spécialisé dans les Lectures de Sidi Okba à Alger (JO N°60).
- Le programme spécifique à la formation des inspecteurs de l'enseignement dans la mosquée, des inspecteurs de l'enseignement coranique et des préposés aux biens wakfs et sa durée (JO N°6).
- La désignation des membres de la Commission nationale du pèlerinage et de la Omra (JO N°10).
- La nomination des membres du Conseil d'administration et d'orientation du centre culturel islamique (JO N°41).
- Le remplacement d'un membre du conseil d'administration du centre culturel islamique (JO N°75, 80).
- L'organisation administrative et la classification des postes supérieurs du centre culturel islamique (JO N°21, 79).
- L'organisation administrative des annexes du centre culturel islamique et la création d'une annexe dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj (JO N°41).
- L'organisation de la formation spécialisée pour l'accès au grade d'imam moudarrès (JO N°58).

- Le cadre de l'organisation des concours, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps spécifiques aux travailleurs du secteur des affaires religieuses (JO N°60).

- Les programmes de formation spécialisée pour l'accès aux corps et grades spécifiques aux fonctionnaires du secteur des affaires religieuses et des wakfs (JO N°61).

f) LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé par la publication de nombreux textes importants par les ministères suivants:

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE:

Ce ministère a vu la publication des textes portant sur:

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale (JO N°36).

- Les règles d'organisation et de fonctionnement des services de l'emploi de wilaya (JO N°6).

- L'institution d'une indemnité de risque et d'une indemnité forfaitaire de tournée au profit des personnels relevant du corps des inspecteurs du travail (JO N°76).

- L'organisation d'un cycle de formation théorique et pratique au profit des inspecteurs principaux du travail recrutés par voie de concours sur titres (JO N°65).

- Les conditions d'organisation de l'instruction, de l'information et de la formation des travailleurs dans le domaine de la prévention des risques professionnels (JO N°82).

- La revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (JO N°1, 57).

- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office national des appareillages (JO N°21).

- La suspension des activités des ligues islamiques et fermeture de leurs locaux (JO N°28, 71).

- L'organisation interne de l'institut national du travail et la désignation des membres de son conseil d'administration (JO N°30, 31).

- La nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales (JO N°63).

- La revalorisation des pensions et allocations de sécurité sociale attribuées par la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (JO N°76).

- Le programme de formation théorique et pratique des inspecteurs principaux du travail recrutés par voie de concours sur titres (JO N°65).

MINISTERE DES MOUDJAHIDINE:

L'activités normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication des textes portant sur:

- La liste des centres de repos des moudjahidine annexée au décret N°88-176 du 20 septembre 1988 érigeant les centres de repos des moudjahidine en établissements publics à caractère administratif et créant d'autres centres (JO N°68).

- La liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère des moudjahidine (JO N°1).

- La création d'une annexe au musée national du Moudjahid dans plusieurs wilayas (JO N°75).

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS:

Au cours de cette année, il a été procédé à la publication des textes portant sur:

- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives (JO N°14).

- La composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au sein du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°1).

- Les conditions d'accès à la formation, la durée, les programmes et les modalités de sanction de la formation des directeurs, gestionnaires et animateurs des centres de vacances et de loisirs pour jeunes (JO N°32).

- La fixation de la compétence géographique des ligues sportives régionales de football (JO N°54).

- La classification des postes supérieurs du lycée sportif national (JO N°7).

- Les règles spécifiques en matière d'organisation et de fonctionnement applicables à la Fédération algérienne handisports (JO N°7).

- Les règles spécifiques en matière d'organisation et de fonctionnement applicables à la Fédération algérienne des arts martiaux (JO N°7).

- Les conditions et les modalités de mise en oeuvre des mesures particulières en matière de formation des athlètes d'élite et de haut niveau (JO N°37).

- Les conditions et les modalités de mise en oeuvre des mesures particulières en matière d'accès, de promotion et d'intégration des athlètes d'élite et de haut niveau dans les corps spécifiques du secteur des sports ainsi que de leur détachement (JO N°37).

- Les conditions et modalités de mise en oeuvre des mesures particulières de participation des athlètes d'élite et de haut niveau aux concours et examens pour l'accès à certains corps de l'administration publique (JO N°37).

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°61).

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE
NATIONALE:

Ce secteur s'est caractérisé par les textes normatifs portant sur:

- La protection et la promotion des personnes handicapées (JO N°34).

- L'institution d'une bourse scolaire au profit des enfants scolarisés démunis (JO N°61).

- Les listes des centres d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés auditifs et des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux (JO N°22).

- La création des établissements Diar-Rahma et la fixation de leur statut (JO N°37).

- La création de commissions paritaires et de recours compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale (JO N°31).

- La composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale (JO N°31).

- Le nombre de postes supérieurs de l'administration centrale du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale (JO N°41).

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE:

Ce secteur s'est caractérisé par la publication des textes portant sur:

- Le statut particulier des spécialistes hospitalo-universitaires et des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique (JO N°69).

- L'institution d'une indemnité de performance et d'amélioration des prestations au profit des travailleurs des établissements relevant du secteur de la santé (JO N°69).

- L'institution et modalités d'attribution de l'indemnité spécifique globale servie aux praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique (JO N°69).

- L'institution d'une indemnité de sujétion spéciale au profit de certains fonctionnaires de la santé publique (JO N°69).

- L'institution d'une indemnité de documentation au profit des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique (JO N°69).

- Les conditions de réalisation, d'ouverture et de fonctionnement des cliniques privées (JO N°11).

- L'institution d'une prime d'intéressement au profit de certains personnels relevant des établissements publics de santé et la fixation des modalités de son attribution (JO N°23).

- Les modalités d'application des dispositions de l'article 201 de la loi n°85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé (JO N°54).

- La création, l'organisation et le fonctionnement du comité national de population et des comités de population de wilaya (JO N°66).

- L'institution d'une indemnité d'encadrement au profit des praticiens médicaux spécialistes de santé publique (JO N°83).

- Les modalités d'application des dispositions de l'article 30 du décret exécutif N°93-120 du 15 mai 1993 relatif à l'organisation de la médecine du travail (JO N°21).

- Les normes en matière de moyens humains, de locaux et d'équipement des services de médecine du travail (JO N°21).

- Les conditions spécifiques d'ouverture et de fonctionnement ainsi que les normes techniques et sanitaires du centre d'hémodialyse allégé de proximité (JO N°30).

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de la santé et de la population (JO N°6).

- Les conditions d'accès, de déroulement et de sanction de la formation spécialisée pour l'accès aux corps des praticiens inspecteurs (JO N°8).

- Les programmes de formation spécialisée pour l'accès aux corps des praticiens inspecteurs (JO N°8).

- Le contenu, les modalités d'établissement et de tenue des documents obligatoirement établis par le médecin du travail (JO N°21).

- Le rapport type du médecin du travail (JO N°21).

- La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-096 intitulé "Fonds spécial pour les urgences et les activités de soins" (JO N°61).

- Le placement en position d'activité auprès des établissements publics à caractère administratif relevant du ministère de la santé, de la

population et de la réforme hospitalière de certains corps spécifiques du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale (JO N°68).

- Le cadre d'organisation et le programme de formation spécialisée pour l'accès au grade des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation diplômés d'Etat (JO N°89).

- Le programme et le cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès au grade de sage-femme (JO N°89).